

L'union fait la force, *Angela Leuker* l'isolement la faiblesse

Pour l'AIEA, la collaboration est déterminante dans la lutte mondiale contre le cancer.

Le cancer est une maladie qui sème l'effroi dans les foyers. Chaque année, il emporte des millions de personnes dans le monde et des millions d'autres — parents, amis et collègues — sont indirectement touchés. Selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS), en 2010, c'est-à-dire l'année prochaine, le cancer aura dépassé les maladies cardiaques comme première cause de décès dans le monde.

Pourtant, sans que cela fasse les gros titres, la lutte contre le cancer progresse. Dans certains pays industrialisés qui sont à la pointe en ce qui concerne l'information sur le cancer et la prévention, la détection précoce et le traitement de cette maladie, les taux de survie à long terme pour certains types de cancers tels que ceux du sein et de la prostate atteignent 85 %, voire davantage, et jusqu'à 60 % de certains cancers sont guéris.

Malheureusement, tel n'est pas le cas dans de nombreux pays pauvres. Les systèmes de santé de ces pays étant confrontés à de terribles maladies transmissibles comme le VIH/sida, la tuberculose et le paludisme, trouver des ressources pour combattre le cancer reste un redoutable défi, si bien que cette maladie est souvent méconnue et diagnostiquée tardivement et que les possibilités de traitement sont extrêmement limitées, voire inexistantes.

«L'écart est énorme» dit Werner Burkart, Directeur général adjoint chargé du Département des sciences et des applications nucléaires de l'AIEA. «Si vous prenez la radiothérapie, qui est une méthode très efficace de traitement du cancer, les statistiques les plus récentes montrent que dans les pays en développement, on manque d'au moins 7000 appareils de radiothérapie pour répondre aux besoins actuels. Et plus de 30 pays en Afrique et en Asie sont totalement dépourvus de moyens de radiothérapie».

En même temps, le fait que l'on a réussi au prix de gros efforts à augmenter l'espérance de vie signifie que les cas de cancers dans les pays pauvres vont sans doute devenir beaucoup plus nombreux, car le risque de développer un cancer augmente avec l'âge. Et à mesure que les populations s'urbanisent, elles

adoptent des styles de vie et des comportements qui s'accompagnent d'un risque accru de cancer. L'OMS prévoit que d'ici 2020, plus de 70 % des cas de cancer se déclareront dans le monde en développement.

L'Agence s'implique tout entière

L'AIEA est surtout connue pour son rôle de contrôleur nucléaire mondial ayant pour mandat d'empêcher la prolifération des armes nucléaires et de veiller à ce que l'énergie nucléaire soit utilisée de façon sûre. Mais un autre volet tout aussi important de son mandat est d'encourager l'utilisation pacifique de la science et de la technologie nucléaires pour faire face aux problèmes urgents des pays en développement tels que la pauvreté, les maladies et la faim. Depuis des décennies, l'AIEA met ses compétences dans le domaine de la médecine radiologique et de la technologie des rayonnements au service de la lutte contre le cancer.

Aujourd'hui, l'Agence réagit à l'intensification de la menace du cancer dans le monde en menant un effort multidisciplinaire concerté faisant appel aux compétences et au savoir-faire de personnes motivées travaillant dans des domaines tels que la santé humaine et le développement. Les travaux peuvent consister aussi bien à superviser la construction d'un centre de cancérothérapie qu'à élaborer des directives pour garantir la sûreté et l'efficacité de la radiothérapie ou encore à évaluer les besoins des pays en matière de lutte contre le cancer. Très souvent, ces travaux sont réalisés par des équipes dont les membres viennent de différents départements de l'Agence. Cette collaboration et cette assistance transversales permettent de coordonner les efforts de l'AIEA de manière à obtenir des résultats optimaux.

L'argent joue un rôle déterminant dans tous les systèmes de santé, mais plus encore dans les pays en développement. Bien que le coût initial du matériel et de la formation soit élevé, il est rentable à long terme d'investir dans la radiothérapie car un seul appareil peut traiter chaque année des milliers de patients, et ce jusqu'à 20 ans durant. Les cancers les plus courants qu'il est possible de traiter par radiothérapie sont ceux du poumon, du sein, du col de l'utérus, de la prostate et de la tête et du cou. La radiothérapie est également



utilisée à des fins palliatives pour contribuer à soulager la douleur chez les patients incurables. L'Agence est toutefois consciente du fait que la radiologie médicale ne saurait à elle seule gagner la bataille contre la propagation du cancer dans le monde.

Programme d'action pour la cancérothérapie

Afin de tirer le maximum de profit de l'action que mène l'AIEA contre le cancer, la radiothérapie doit s'inscrire dans un mouvement intégré plus vaste couvrant tous les aspects de la prise en charge du cancer et de la lutte contre cette maladie, à savoir l'enregistrement des cas, la prévention, la détection précoce, le diagnostic, le traitement et les soins palliatifs.

En 2004, l'AIEA a lancé son programme d'action pour la cancérothérapie (PACT) afin de prendre la tête de ce mouvement. Le PACT, qui a été spécialement créé à cet effet au sein du Département des sciences et des applications nucléaires, travaille avec d'autres organisations internationales compétentes et avec les États Membres à la mise en place de systèmes efficaces et étendus de lutte contre le cancer fondés sur les lignes directrices de l'OMS. Aujourd'hui, il s'emploie avec succès à créer des partenariats entre les secteurs public et privé, à mobiliser des fonds et à sensibiliser davantage les esprits afin que les pays pauvres puissent mieux assumer le fardeau du cancer.

Le PACT concentre actuellement ses efforts sur les six pays (Albanie, Nicaragua, Sri Lanka, Tanzanie, Vietnam et Yémen) où se trouvent ses sites modèles de démonstration (SMDP), mais les progrès qu'il a réalisés sont tels que plus de 50 États Membres ont demandé à bénéficier d'exames «imPACT» spéciaux, c'est-à-dire de missions réalisées par des équipes d'experts

de l'Agence et de l'extérieur dans le but d'évaluer leurs besoins précis face au cancer, ce qui constitue la première étape pour trouver des solutions durables.

«Le PACT est le programme de l'AIEA chargé de coordonner la lutte contre le cancer. C'est l'initiative de collaboration que l'Agence a lancée pour faire face à la crise mondiale du cancer, c'est-à-dire travailler avec des partenaires internationaux pour aider les pays pauvres ou à revenu intermédiaire à intégrer la radiothérapie dans de vastes programmes de lutte contre cette maladie» dit le responsable du PACT, Massoud Samiei. «Aucune organisation ne peut à elle seule lutter contre la propagation du cancer. Ce n'est qu'en unissant nos efforts que nous pouvons sauver des vies et épargner des souffrances à des millions d'hommes, de femmes et d'enfants.»

Coopération technique

Près de 25% du budget annuel du Département de la coopération technique de l'AIEA sont consacrés à des projets concernant la santé humaine et surtout à des projets de lutte contre le cancer ayant principalement pour objet de fournir aux États Membres du matériel et des services d'experts et de formation afin de renforcer les moyens de diagnostic et de traitement. À la fin de 2008, le Département exécutait de par le monde plus de 140 projets de ce type visant aussi bien à mettre en place des services de radiothérapie qu'à introduire des techniques modernes de diagnostic du cancer.

Généralement, les États Membres contactent l'Agence pour lui demander de les aider à développer une proposition ou une idée de projet. La collaboration qui s'ensuit est adaptée à la situation particulière. Une équipe composée d'un administrateur de programme du Département de la coopération technique, d'un

Plus de 30 pays d'Afrique et d'Asie sont totalement dépourvus de moyens de radiothérapie.

(Photo: A.Leuker/AIEA)

administrateur technique de la Division de la santé humaine du Département des sciences et des applications nucléaires et d'un homologue national est habituellement chargée d'élaborer le projet, de définir des objectifs précis et d'établir un plan d'activité comprenant des indicateurs de performance pour mesurer les progrès réalisés pendant l'exécution du projet. Un tel projet, qui peut durer de deux à quatre ans et coûter entre 100 000 et un million de dollars des États-Unis, est souvent exécuté sur la base d'un accord de partage des coûts, l'établissement de contrepartie fournissant des fonds supplémentaires à l'AIEA pour contribuer au financement d'une partie du matériel nécessaire. Ceci est une bonne indication de l'engagement du pays et contribue à la viabilité et à la durabilité des résultats attendus du projet.

«Pour mettre en place ou moderniser un centre de médecine nucléaire ou de radiothérapie, il faut beaucoup plus que des infrastructures et du matériel», dit Sandra Steyskal, administrateur de programmes à la Division Europe du Département de la coopération technique. «Les projets de coopération technique ont aussi pour objectif de remédier à la pénurie de personnel qualifié en offrant des possibilités de formation grâce à des bourses et en contribuant à la formation continue. La pénurie mondiale de personnel de santé qualifié se fait particulièrement sentir en médecine radiologique, domaine dont la technologie complexe exige du personnel ayant le plus haut niveau de formation et de qualification.»

Santé humaine

À la Division de la santé humaine de l'Agence, 60% des travaux ont trait au cancer. Les activités de trois des quatre sections de la Division visent expressément ou en partie à aider les États Membres à améliorer leurs stratégies de gestion du cancer grâce aux techniques nucléaires.

La Section de la radiobiologie appliquée et de la radiothérapie a pour mission de veiller à ce que les pays disposent de moyens de cancérothérapie sûrs et efficaces en les aidant à mettre en place de tels moyens ou à les renforcer, à élaborer des codes de bonnes pratiques et à mettre en oeuvre des techniques modernes.

Par exemple, en 2008, l'AIEA et la Société européenne de radiothérapie et de radio-oncologie (ESTRO) ont organisé un stage de formation pilote sur les meilleures pratiques en radio-oncologie afin de montrer à des groupes restreints de spécialistes de huit pays européens comment élaborer leurs propres cours pour la formation des instructeurs chargés de former les techniciens de radiothérapie dans leurs pays respectifs.

«Les exigences varient d'un pays à l'autre» constate le chef de la Section, Eeva Salminen. «Certains besoins sont simples parce que la radiothérapie est principalement utilisée pour soulager la douleur. Mais d'autres

pays sont plus avancés, de sorte que l'Agence pourrait contribuer à moderniser les installations et les techniques de radiothérapie».

Là encore, la collaboration interne est essentielle et l'entraide et les échanges d'information et de compétences avec d'autres sections ou départements sont fréquents. En 2007, par exemple, la Section a fourni des conseils techniques à plus de 100 projets de coopération technique. Actuellement, 132 projets font appel à ses conseils techniques ainsi qu'à ceux d'autres sections de la Division.

La Section de la dosimétrie et de la radiophysique médicale travaille en coopération étroite avec la Section de la radiobiologie appliquée et de la radiothérapie. Elle est responsable de l'assurance de la qualité des rayonnements utilisés en médecine et elle apporte un soutien actif aux États Membres depuis les années 1960. La mesure précise des doses de rayonnement dans des applications telles que la radio-oncologie, la radiologie diagnostique et la médecine nucléaire est essentielle, tant pour les patients que pour les professionnels de la santé. La Section fournit également aux pays des services d'étalonnage pour la dosimétrie qui consistent à effectuer des mesures à l'aide d'appareils spéciaux pour vérifier que les faisceaux de rayonnement sont utilisés de façon sûre et précise conformément aux recommandations de l'AIEA.

La Section de la médecine nucléaire a pour objectif plus général de veiller à ce que les États Membres disposent de moyens et de connaissances qui leur permettent de recourir efficacement aux techniques de la médecine nucléaire pour le diagnostic et le traitement de diverses pathologies graves, dont le cancer.

Poursuivre le combat

Grâce à l'expérience et aux connaissances considérables qu'elle possède dans le domaine de la médecine radiologique et de la technologie des rayonnements, l'AIEA joue aujourd'hui un rôle central en aidant les pays pauvres à faire face à l'aggravation de la crise du cancer. Mais ce n'est que grâce à une action menée en collaboration, tant au niveau de l'AIEA dans son ensemble qu'avec les organismes extérieurs compétents, que ce combat peut aboutir.

L'AIEA mène ce combat sous la direction de l'OMS, qui est la principale organisation du système des Nations Unies compétente dans le domaine de la santé. Plus tôt dans l'année, l'OMS et l'AIEA ont élaboré un programme commun de lutte contre le cancer afin d'optimiser les efforts, les activités et l'utilisation des ressources. Grâce à cet accord décisif, les possibilités d'agir au niveau mondial pour s'attaquer au problème de santé le plus urgent de notre temps n'ont jamais été aussi bonnes.



Angela Leuker (A.Leuker@iaea.org) est consultante auprès de la Division de l'information de l'AIEA.